Régénérer la démocratie

Benjamin Boudou

▶ **To cite this version:**

Benjamin Boudou. Régénérer la démocratie. Revue Française de Science Politique, 2022, Vol. 72 (5), pp.849-852. 10.3917/rfsp.725.0849 . hal-04490618

HAL Id: hal-04490618
https://hal.science/hal-04490618

Submitted on 5 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Régénérer la démocratie[1]

« La démocratie a toujours été suicidaire » écrivait Jacques Derrida au début des années 2000, insistant à la fois sur l'« auto-immunité constitutive » de la démocratie et sur la promesse du projet émancipateur qu'elle porte[2]. Le régime démocratique s'affaiblit toujours par ses propres principes, explique le philosophe, plus que par ses ennemis extérieurs, mais il offre également un infatigable espoir pour davantage de démocratie.

Vingt ans plus tard, dans le sillage des régimes populistes, autoritaires et illibéraux qui continuent de se réclamer de la légitimité électorale, la fragilité intrinsèque de la démocratie n'a jamais été aussi évidente. Mais, face aux crises climatiques, financières, politiques, économiques, sanitaires ou militaires, la conviction que seuls les moyens démocratiques – réduction des inégalités, délibération collective, inclusion citoyenne, autonomie, responsabilité des élus, transparence, participation politique, etc. – peuvent, à terme, maintenir un monde commun vivable, reste tenace. C'est à ce double enjeu que se sont attelés Craig Calhoun, Dilip Parameshwar Gaonkar et Charles Taylor, respectivement spécialistes de sciences sociales, d'histoire intellectuelle et d'études culturelles, et de philosophie, dans *Degenerations of Democracy* : d'une part, établir un diagnostic précis de ce qui a abîmé les démocraties occidentales et menace de les rendre inopérantes, d'autre part, raviver la puissance et la promesse démocratiques.

Les trois auteurs ont ainsi repris et complété leurs textes présentés au Geneva Graduate Institute afin de les regrouper en un livre de sept chapitres, écrits seuls ou à deux, et traversés par un dialogue constant entre les concepts, les hypothèses et les arguments de chacun. Le résultat est un ouvrage de synthèse d'une formidable richesse bibliographique, couvrant les évolutions des démocraties occidentales de l'après-guerre à aujourd'hui. Il propose des analyses empiriques, conceptuelles et normatives touchant à l'ensemble des maux qui caractérisent notre vie politique et sociale. L'idéal d'une démocratie compatible avec le capitalisme mais critique de ses dérives pratiques et idéologiques anime les trois auteurs, donnant au livre une tonalité tantôt pessimiste, tant les problèmes s'accumulent, ou nostalgique selon le tableau dressé des Trente Glorieuses[3], tantôt optimiste de par leur foi démocratique et leur vision de projets de renouvellement profond et *bottom-up* de la démocratie sociale.

La difficulté initiale est la même que celle problématisée par J. Derrida : en tant que régime, la démocratie est faillible, voire dangereuse pour elle-même. En effet, les régimes démocratiques « dégénérés » sont installés par des élections mais finissent toujours par accaparer le pouvoir en tuant à petit feu la culture démocratique et ses institutions[4] : c'est la logique de l'érosion démocratique ou, plus couramment dans la littérature, *democratic backsliding*[5]. En tant qu'aspiration, cependant, la démocratie seule maintient possible, mais toujours de façon différée, la réalisation conjointe de l'égalité, de la liberté et de la solidarité.

---

[1] À propos de l'ouvrage de Craig Calhoun, Dilip Parameshwar Gaonkar, Charles Taylor, *Degenerations of Democracy*, Cambridge, Londres, Harvard University Press, 2022. 368 p. Notes. Index.

[2] Jacques Derrida, *Voyous. Deux essais sur la raison*, Paris, Galilée, 2003, p. 57.

[3] Les Trente Glorieuses font presque figure d'idéal-type dans l'ouvrage, même si elles sont (parfois) nuancées par leur face sociale plus sombre (impérialisme, racisme, patriarcat). Elles témoignent, selon C. Calhoun en particulier, de l'équilibre idéal entre liberté, démocratie et capitalisme. Les inégalités n'étaient pas trop fortes, les corps intermédiaires (partis, syndicats) étaient puissants et vecteurs de solidarité et les mouvements sociaux progressistes animés par une exigence de démocratisation. Voir notamment p. 103-106, l'analyse astucieuse des trois pièges de la prospérité des années 1960, associée à celle de Max Weber à propos de la bureaucratisation excessive, de Michel Foucault au sujet des mécanismes disciplinaires qui ont accompagné l'État providence et de Pierre Bourdieu sur la reproduction cachée des inégalités malgré une prospérité générale.

[4] Voir notamment le chapitre 5, D. P. Gaonkar, « Making the Demos Safe for Democracy ? », p. 166.

[5] Voir à ce sujet, Fabio Wolkenstein, « What is Democratic Backsliding ? », *Constellations*, 2022, https://doi.org/10.1111/1467-8675.12627

Ce double mouvement nécessite donc, d'une part, un souci permanent pour la santé de nos démocraties, et, d'autre part, la mise en œuvre constante de ses principes pour en poursuivre la démocratisation. Parce que la démocratie est un concept « télique » (p. 19), explique C. Taylor, parce qu'elle est toujours « à venir », aurait dit J. Derrida, elle est toujours à faire, et ce, à tous les échelons de la vie des citoyens : depuis les sentiments quotidiens d'exclusion ou d'impuissance qui entretiennent un désespoir propre à se tourner vers des solutions simples et violentes, à la vie institutionnelle et politique, en passant par l'ensemble des corps intermédiaires publics et privés qui doivent œuvrer pour le bien de tous. En quoi consiste exactement leur diagnostic des dégénérescences de la démocratie, et quelles pistes proposent les auteurs pour la régénérer ? Une démocratie est fonctionnelle et forte lorsqu'elle permet l'expression et l'autonomie de tous les citoyens ; elle garantit l'existence d'oppositions entre des intérêts contradictoires et les moyens de leur négociation ; elle donne sens à une appartenance collective autour d'institutions légitimes en vue de réaliser le bien commun. Une démocratie dégénère lorsqu'un ou plusieurs de ces éléments se désagrègent : lorsque la polarisation politique est trop forte, elle transforme l'opposition en conflit irréductible et non-négociable empêchant le respect de chacun et l'acceptation des résultats électoraux ; lorsque les intérêts privés dominent, il devient impossible d'agir en vue du bien commun ; lorsque les inégalités s'aggravent, elles nourrissent les frustrations, les colères, et détruisent l'idée d'égalité politique et juridique entre citoyens ; lorsque les contre-pouvoirs médiatiques ou universitaires sont gouvernés par des logiques de marché, la transparence et la créativité intellectuelle face aux nouveaux problèmes disparaissent ; lorsque l'idéologie néolibérale justifie l'abandon des services publics, c'est l'accessibilité, la sécurité, et le lien entre l'État et ses concitoyens qui s'effacent. La liste pourrait s'allonger, et l'on comprend que la « démocratie » dont parlent les auteurs est bien plus qu'un ensemble d'institutions et de règles. Elle repose sur des fondations sociales qui comprennent un rapport égalitaire à autrui[6], un sens de l'appartenance à un peuple (« pouvoir dire avec confiance "*We, the People*" », p. 60), une relative égalité socio-économique et une forme de sens civique qui peut se traduire par la solidarité ou la fraternité républicaine[7].

La démocratie dégénère ainsi depuis les années 1970, par un ensemble de processus (financiarisation, globalisation, crises, politiques d'austérité) dont les auteurs proposent une reconstruction, depuis l'équilibre fragile entre capitalisme et démocratie, État social, prospérité et libertés des Trente glorieuses, jusqu'à l'ère néolibérale actuelle[8]. Celle-ci est marquée par une grande transformation, ou un « grand déclassement » (p. 20), qui a permis l'accélération des inégalités, et donc un sentiment de manque de pouvoir et de contrôle des citoyens sur leur vie, leur pays et leurs institutions, amplifiant alors des phénomènes d'abandon de la sphère publique et laissant libre cours à la colonisation du bien commun par les intérêts privés[9]. Une idéologie individualiste et méritocratique justifie ainsi un état de fait pourtant intolérable, affaiblissant les combats socio-économiques en favorisant l'authenticité

[6] Ce qu'Elizabeth Anderson appellerait « égalité relationnelle », voir *The Imperative of Integration*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

[7] La solidarité désigne d'abord la « cohésion sociale » (p. 100) et « évoque l'importance pour les citoyens de sentir que nous sommes véritablement liés les uns aux autres, dans le même bateau » (p. 50-51). Elle garantit également une certaine force de résistance collective aux problèmes qui nous assaillent, en tant que groupe de citoyens ; voir notamment le chapitre 2, C. Calhoun, « Contradictions and Double Movements ». La solidarité se transforme cependant, chez C. Taylor, en identité nationale, nécessaire selon lui à la vie démocratique, et en confiance pour le bon fonctionnement des politiques redistributives (p. 33), même si C. Calhoun refuse que l'identité politique soit limitée à l'uniformité culturelle ou à des dénominateurs communs comme la langue (p. 60).

[8] Voir notamment le chapitre 3, C. Calhoun, « Compromises with Capitalism ».

[9] Voir notamment le chapitre 1, C. Taylor, « Degenerations of Democracy ».

individuelle et confortant la place « méritée » des riches et des pauvres, ce qui empêche des formes de solidarité nécessaires à l'action collective[10].
Cette nécessité de recréer des formes de solidarité collective pour mieux mener des combats démocratiques peut cependant être détournée pour stigmatiser ceux qui n'appartiennent pas au « vrai peuple ». Cette exclusion nationaliste de certaines « parties » du *démos* agit de concert avec la peur libérale de l'action populaire. Ensemble, elles détournent la démocratie des potentialités émancipatrices de l'action collective, qui seule peut amorcer le réveil politique des citoyens désengagés, capables de véritablement « incarner le peuple » (p. 204), « de libérer et donc de transformer radicalement l'imaginaire politique » (p. 207)[11].
La difficulté à résumer précisément l'ouvrage dérive de sa structure : composé d'essais qui se recoupent, parfois se répètent, il propose une même histoire sous des angles légèrement différents. Les chapitres eux-mêmes fonctionnent davantage par accumulation que sur des arguments strictement organisés. Ils mobilisent des exemples historiques variés, et reviennent sur quelques cas contemporains – la manifestations *Black Lives Matter*, les gilets jaunes, les pratiques des grandes multinationales, etc. L'ensemble tient cependant à un degré de généralité à propos de « la » démocratie, appelant à « voir grand » (« think big », p. 247). Le contexte reste essentiellement états-unien, avec quelques rares incursions au Canada et en Inde, notamment en ce qui concerne l'analyse politique. La force de la démonstration repose donc sur les dérives de la démocratie nord-américaine. Réinventer la social-démocratie, réinvestir les services publics, payer davantage les activités du soin, ne pas accabler les étudiants de dettes pour payer leurs études, mieux contrôler l'usage de l'argent par les partis politiques ou imposer plus systématiquement les ultra-riches n'apparaîtront pas comme des propositions fondamentalement nouvelles au lecteur européen.
De même, l'appel à « voir grand » est amputé, dès le départ, de toute la littérature sur les formes transnationales de démocratie, pourtant cruciales pour faire face aux menaces globales. La justification consistant à postuler que les « fondations sociales » d'une démocratie cosmopolitique n'existent pas encore (p. 289) rappelle les discussions anciennes sur l'absence de peuple européen. Insister, comme les auteurs le font, sur l'interconnexion des périls et des facteurs de dégénérescence en restant dépendant d'un nationalisme méthodologique est particulièrement contre-intuitif.
Le spectre d'un autre débat hante plusieurs chapitres, notamment ceux écrits ou co-écrits par C. Taylor : celui de l'opposition entre redistribution et reconnaissance[12]. Les auteurs restent ambigus mais insistent à plusieurs reprises sur la dégradation de la solidarité de classe et du sentiment collectif causée par les combats des minorités : « L'égalité obtenue [par les combats des femmes, des homosexuels, des handicapés] est-elle simplement une distribution équitable de biens privés à différents individus ou catégories d'individus ? Ou s'agit-il d'un progrès du bien public, d'un mode de vie souhaitable à partager ? » (p. 133) demandent-ils, avant de nuancer : « Si l'on y regarde de plus près, les demandes de reconnaissance fondées sur une identité authentique ne sont pas en contradiction avec la solidarité en tant que telle. Au contraire, elles font toujours appel à une forme de solidarité, au moins au sein du groupe victime de la discrimination » (p. 133). Une solidarité spécifique, en somme, qui semble cependant rester en porte-à-faux avec le « bien commun ». Selon les auteurs, c'est d'abord par le redressement des inégalités économiques que la situation des femmes et des minorités peut s'améliorer (p. 220-223).

[10] Voir notamment le chapitre 4, C. Calhoun et C. Taylor, « Authenticity and Meritocracy ».
[11] Voir notamment le chapitre 6, D. P. Gaonkar, « The Structure of Democratic Degenerations and the Imperative of Direct Action ».
[12] Nancy Fraser, Axel Honneth, *Redistribution or Recognition ? A Political-Philosophical Exchange*, Londres, Verso, 2004 ; Richard Rorty, « Is "Cultural Recognition" a Useful Concept for Leftist Politics ? », *Critical Horizons*, 1 (1), 2000, p. 7-20.

Enfin, le dernier chapitre, au titre prometteur, « What Is to Be Done ? », est insatisfaisant au regard des enjeux soulevés par les auteurs. Les propositions sont trop vagues ou trop incantatoires, s'apparentant davantage à un programme politique (qui se trouve en large partie déjà mobilisé par plusieurs partis de gauche européens) qu'à des arguments circonstanciés, qui seraient sans doute plus localisés mais gagneraient en efficacité. Se placer dans le contexte plus strict des théories de la démocratie – pensons aux travaux d'Hélène Landemore[13], de Bonnie Honnig[14] ou de Nancy Fraser[15], par exemple – aurait permis de donner chair à des propos sans doute trop généraux : « Pour restaurer l'efficacité des citoyens, un *démos* inclusif et l'engagement dans un processus politique qui dépasse les clivages partisans, il faut un renouvellement fondamental de la solidarité sociale. Nous ne pouvons pas retrouver un sentiment d'efficacité sans fournir des ressources et des lieux pour l'exercer de manière réaliste. De même, il ne suffit pas de tolérer ou même d'accueillir la diversité sans établir des relations qui permettent réellement aux citoyens de se connaître » (p. 219). Développer l'analyse des expérimentations récentes des assemblées citoyennes, notamment dans le contexte du *Green New Deal* et autres « expériences passionnantes de plus grande démocratie » (p. 247) sur lesquelles se clôt le chapitre, aurait certainement permis de réfléchir concrètement aux promesses plus ou moins bien tenues de l'expérimentalisme démocratique.
Enfin, les pages de conclusion réaffirmant l'idée que les dangers pour la démocratie viennent davantage d'elle-même que de l'extérieur[16] peuvent sembler naïves après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, ou à l'aune de la menace chinoise sur Taïwan. Ne mentionner qu'en passant qu'il existe bien des projets hostiles à la démocratie, notamment libérale, en passe de s'allier pour lutter, ou encore négliger le fait que la force simple et brutale d'une armée puisse déstabiliser l'économie mondiale et la gestion des ressources au point d'aggraver les vulnérabilités démocratiques paraît malavisé.
Si nous partageons volontiers avec les auteurs le diagnostic des pathologies populistes[17], nationalistes, néolibérales ou illibérales des démocraties contemporaines, il reste à poursuivre plus systématiquement le gigantesque chantier qu'ils proposent. Car, malgré les quelques défauts de cet ouvrage collectif, il reste un excellent exemple d'un pragmatisme démocratique radical, fidèle au mot d'ordre de John Dewey : « La finalité de la démocratie est une finalité radicale. [...] Il n'y a, en outre, rien de plus radical que d'insister sur les méthodes démocratiques comme moyen de réaliser des changements sociaux radicaux[18] ».
Benjamin Boudou - Université de Rennes

[13] Hélène Landemore, *Open Democracy : Reinventing Popular Rule for the Twenty-First Century*, Princeton, Princeton University Press, 2020.
[14] Bonnie Honig, *Public Things : Democracy in Disrepair*, New York, Fordham University Press, 2017.
[15] Nancy Fraser, « Three Faces of Capitalist Labor : Uncovering the Hidden Ties Among Gender, Race and Class », Kritische Theorie in Berlin, Walter-Benjamin-Lectures, 2022.
[16] « L'autoritarisme resurgit partout dans le monde et menace les démocraties anciennes et nouvelles, mais les militaires, les agents les plus puissants de l'autoritarisme, restent dans leurs casernes. [...] Ni les attaques militaires ni les autres attaques extérieures ne déstabilisent les démocraties. Les sources de la crise démocratique actuelle sont internes » (p. 263).
[17] Il faut noter que le populisme n'est pas désigné comme le véritable ennemi de la démocratie (p. 211 et p. 265-269), contrairement à ce qu'avance une grande partie de la littérature contemporaine sur le sujet. Le populisme semble plutôt désigner ici une arme (ou un style) à ne pas mettre entre toutes les mains. Sur l'ambiguïté conceptuelle du populisme et ses usages descriptifs et normatifs, voir, par exemple, Stijn van Kessel, « The Populist Cat-Dog : Applying the Concept of Populism to Contemporary European Party Systems », *Journal of Political Ideologies*, 19 (1), 2014, p. 99-118 ; et Federico Tarragoni, « Populisme et démocratie : les impasses d'une polarisation scientifique », *Raisons politiques*, 86, 2022, p. 113-129.
[18] John Dewey, « Democracy is Radical », dans Jo Ann Boydston (dir.), *John Dewey, The Later Works, 1925-1953*, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, vol. 11, p. 298-299.